

TRADUCTION

F. 87 — 446

23 DECEMBRE 1986. — Décret habilitant l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, à réaliser certaines opérations patrimoniales, pour compte de la Région flamande et des institutions qui en relèvent (1)

Le Conseil flamand a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Le présent décret règle une matière visée à l'article 107^{quater} de la Constitution.

Art. 2. Lorsque la Région flamande ou un organisme d'intérêt public qui en relève fait appel aux fonctionnaires de l'Administration de la Taxe sur la Valeur Ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines pour la réalisation d'opérations patrimoniales, y compris les expropriations et le recouvrement des créances non-fiscales, ceux-ci exercent, au nom et pour compte de la Région flamande ou de l'organisme, toutes les attributions qu'ils assument à l'égard des biens de l'Etat en vertu des lois et arrêtés pris en exécution de celles-ci.

Ils ne doivent justifier envers les tiers d'aucun mandat spécial.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 décembre 1986.

Le Président de l'Exécutif flamand,
G. GEENS

Le Ministre communautaire des Finances et du Budget,
L. WALTNIEL

Session 1985-1986.

Document. — Proposition de décret : 160 - N° 1.

Session 1986-1987.

Document. — Rapport : 160 - N° 2.

Annales. — Discussion et adoption : Séances du 16 et 18 décembre 1986.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 87 — 447

13 JUIN 1986. — Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon
modifiant le Titre Ier, Chapitre II, A, du Règlement général pour la protection du travail

L'Exécutif,

Vu le Règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent du 11 février 1946 et 27 septembre 1947, notamment le Titre Ier, Chapitre II, A, modifié par les arrêtés royaux des 10 février 1970, 18 mai 1973, 18 juillet 1973, 14 avril 1975, 9 mars 1976, 12 mars 1976 et 3 août 1977;

Considérant les risques graves posés à l'environnement par les dépôts d'engrais chimiques composés lorsque ceux-ci entrent en combustion;

Considérant qu'actuellement ces dépôts ne sont pas soumis aux prescriptions du Règlement général pour la protection du travail et qu'il est, dès lors, impossible d'imposer des normes acceptables en ce qui concerne leur exploitation;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 12 mai 1986,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le Titre Ier, Chapitre II, A, du Règlement général pour la protection du travail, approuvé par l'arrêté du Régent du 11 février 1946 et modifié par les arrêtés royaux des 10 février 1970, 18 mai 1973, 18 juillet 1973, 14 avril 1975, 9 mars 1976, 12 mars 1976 et 3 août 1977, il est inséré un n° 161 bis, rédigé comme suit :

Numérotage	Désignation des industries, dépôts, etc, dangereux, insalubres ou incommodes	Classe	Nature des inconvénients
161 bis	En région wallonne, engrais exclusivement chimiques : 1. Installations pour la fabrication de composés nitrés, destinés à la préparation d'engrais exclusivement chimiques 2. Installations pour la préparation d'engrais exclusivement chimiques à bases de composés nitrés	1 1	Bruit, poussières Danger d'incendie Possibilité d'altération de la nappe phréatique Bruit, poussières Danger d'incendie Possibilité d'altération de la nappe phréatique

Numérotage	Désignation des industries, dépôts, etc, dangereux, insalubres ou incommodes	Classe	Nature des inconvénients
	3. Dépôts d'engrais exclusivement chimiques solides ou liquides:	-	Poussières, danger d'incendie Risque d'altération de la nappe phréatique
	a) d'une capacité totale de 5 à 100 t.	2	
	b) d'une capacité totale supérieure à 100 t.	1	

Art. 2. L'article 25 du Titre Ier, Chapitre Ier, du Règlement général pour la protection du travail, approuvé par l'arrêté du Régent du 11 février 1948 et modifié par les arrêtés royaux des 20 octobre 1968 et 5 août 1959, n'est pas applicable aux établissements de première classe visés au Chapitre II, A, n° 161bis. Les exploitants de ces établissements sont tenus de demander l'autorisation requise dans les neuf mois suivant la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*. Ils peuvent continuer l'exploitation sans autorisation jusqu'au jour où leur est notifiée la décision de la Députation permanente du Conseil provincial statuant sur leur demande.

Art. 3. Le Ministre de la Région wallonne compétent pour l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 juin 1986.

M. WATHIELET,

Ministre-Président de l'Exécutif Régional Wallon, chargé des Technologies nouvelles,
des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel.

D. DUCARME,

Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région Wallonne.

*Conditions d'exploitation relatives aux dépôts d'engrais chimiques R.G.P.T.,
titre Ier, chapitre II, A, rubrique 161bis*

1. Généralités.

Les prescriptions énumérées ci-après sont applicables aux dépôts d'engrais chimiques nitrés, rangés dans la 1re classe des établissements dangereux, insalubres et incommodes.

2. Construction du dépôt.

- 2.1. Le local de dépôt des engrais est construit en matériaux durs et incombustibles.
- 2.2. L'aménagement du local est réalisé de façon à éviter tout contact des engrais avec l'eau ou l'humidité.
- 2.3. Le sol du local de dépôt est uni, étanche et d'un entretien aisé.
- 2.4. L'installation électrique satisfait aux dispositions du Règlement général sur les installations électriques, rendu obligatoire dans les établissements dangereux, insalubres et incommodes par l'arrêté royal du 2 septembre 1981. L'alimentation du magasin en énergie électrique doit pouvoir être coupée par un interrupteur ou un disjoncteur placé en dehors du local.

3. Exploitation du dépôt.

- 3.1. Pendant la période d'entreposage des engrais, le local ou partie du local destiné(e) à cet usage, y est réservé(e).
- 3.2. En vue d'éviter tout contact entre eux, les divers types d'engrais sont entreposés dans les loges séparées, aisément accessibles et construites en matériaux incombustibles.
- 3.3. Les aires de stockage sont soigneusement nettoyées avant la mise en dépôt des engrais, spécialement s'il s'agit d'engrais non ensachés.
- 3.4. Aucun dépôt d'autres matières — matières combustibles ou inflammables, matières alcalines ou acides — ne peut être établi à moins de trois mètres de la face non cloisonnée des loges.
- 3.5. Chaque lot d'engrais est clairement identifié. De plus, l'exploitant tient à jour un inventaire mentionnant la nature, la quantité approximative et le lieu d'entreposage des engrais présents dans le dépôt.
- 3.6. L'accès du dépôt est interdit à toute personne qui n'y est pas appelée par son service. Cette interdiction est affichée sur les portes du dépôt. En dehors des heures de travail, ces portes sont maintenues fermées à clé.

4. Prévention des incendies. Lutte contre le feu.

- 4.1. Il est interdit de fumer dans les dépôts. Cette interdiction est également affichée sur la porte du local.
- 4.2. Les mesures nécessaires sont prises pour éviter tout échauffement des engrais. En particulier :
 - les sources d'éclairage et de chaleur sont disposées à distance suffisante des engrais; aucun appareil de chauffage à flamme nue n'est admis dans le local;
 - l'exécution de travaux nécessitant l'emploi de flamme nue n'est tolérée que moyennant les précautions indispensables, avec l'accord et sous la responsabilité de l'exploitant;
 - l'usage des véhicules à moteurs dans l'entrepôt est limité au strict nécessaire; le parcage des véhicules est réalisé à 3 m au moins de la zone d'entreposage des engrais;
 - le matériel de manutention est maintenu en parfait état de fonctionnement, et utilisé rationnellement de façon à éviter tout échauffement;
 - les travaux d'entretien et de lubrification du matériel sont réalisés de façon à éviter tout contact entre les engrais et les huiles ou graisses.

- 4.3. Les moyens de lutte contre le feu sont déterminés et mis en place en accord avec le service compétent d'incendie.
- 4.4. Les accès au dépôt sont aménagés et maintenus libres en tout temps de façon à permettre le passage aisé des véhicules des services de secours.
- 4.5. Le local de dépôt est aménagé de façon à permettre une évacuation rapide et efficace des fumées qui pourraient être générées lors d'un incendie.
5. Prévention des pollutions.
- 5.1. Les engrais sont versés, mis en dépôt, manipulés, ensachés ou rechargés de façon à éviter la dispersion de poussières, susceptibles d'incommoder le voisinage.
- 5.2. Les précautions indispensables sont prises en vue de ne pas incommoder les voisins par les bruits et les vibrations, de ne pas troubler leur repos et de ne pas nuire à la stabilité des constructions.
- 5.3. Si les circonstances locales l'exigent, des mesures adéquates sont prises pour empêcher l'écoulement d'eaux chargées d'engrais vers les eaux de surface, les zones de captage d'eau potable et éventuellement les égouts, par la création de digues, de cuvettes de rétention, etc.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 87 — 447

13. JUNI 1986. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive
zur Abänderung von Titel I, Kapitel II, A, der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung

Aufgrund der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, genehmigt durch die Regentenerlasse vom 11. Februar 1946 und 27. September 1947, insbesondere des Titels I, Kapitel II, A, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 10. Februar 1970, 18. Mai 1973, 18. Juli 1973, 14. April 1975, 9. März 1976, 12. März 1976 und 3. August 1977;

Angesichts der ernstlichen Gefahr für die Umwelt, die die Lager von Mehrnährstoff-Kunstdüngern bei ihrem Verbrennungsprozeß darstellen;

In der Erwägung, daß diese Lager zur Zeit nicht unter die Vorschriften der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung fallen und daß es demnach unmöglich ist, annehmbare Normen in bezug auf ihre Bewirtschaftung aufzulegen;

Aufgrund des am 12. Mai 1986 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates,

Beschließt die Exekutive :

Artikel 1. In den Titel I, Kapitel II A der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, genehmigt durch den Regentenerlaß vom 11. Februar 1946 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 10. Februar 1970, 18. Mai 1973, 18. Juli 1973, 14. April 1975, 9. März 1976, 12. März 1976 und 3. August 1977, wird eine Nr. 161 bis mit folgendem Wortlaut eingefügt :

Numerierung	Bezeichnung der gefährlichen, gesundheitsschädlichen oder lästigen Industrien, Lager, usw.	Kategorie	Art der Immissionen
161 bis	in der Wallonischen Region, ausschließlich künstliche Dünger :		
	1. Anlagen für die Herstellung von nitrirten Verbindungen, die für die Vorbereitung von ausschließlich künstlichen Düngern bestimmt sind	1	Lärm, Staub, Brandgefahr, mögliche Grundwasserverseuchung
	2. Anlagen für die Vorbereitung von ausschließlich künstlichen Düngern anhand von nitrirten Verbindungen	1	Lärm, Staub, Brandgefahr, mögliche Grundwasserverseuchung
	3. Lager für ausschließlich künstliche Fest- oder Flüssigdünger :		Staub, Brandgefahr, mögliche Grundwasserverseuchung
	a) mit einer gesamten Kapazität von 5 bis 100 t.	2	
b) mit einer gesamten Kapazität über 100 t.	1		

Art. 2. Artikel 25 des Titels I, Kapitel I, der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, genehmigt durch den Regentenerlaß vom 11. Februar 1946 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 20. Oktober 1958 und 5. August 1959, findet keine Anwendung auf die in Kapitel II A, Nr. 161 bis erwähnten Anlagen 1. Klasse.

Die Betreiber dieser Anlagen sind verpflichtet, die erforderliche Genehmigung innerhalb neun Monaten nach Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* zu beantragen. Sie können den Betrieb ohne Genehmigung bis zu dem Tag weiter führen, an dem ihnen der Beschluß des Ständigen Ausschusses des Provinzialrates, der über ihren Antrag entscheidet, zugestellt wird.

Art. 3. Der für Umwelt zuständige Minister der Wallonischen Region ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 13. Juni 1986.

M. WATHELET,

Minister-Präsident der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen,
den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal.

D. DUCARME,

Minister der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region.

Betriebsbedingungen für Kunstdüngerlager A.A.S.O., Titel I, Kapitel II, A, Rubrik 161bis

1. Allgemeines.

Nachstehend angeführte Vorschriften gelten für Lager von nitrirten Kunstdüngern, die in die 1. Klasse der gefährlichen, gesundheitsschädlichen und lästigen Betriebe eingestuft sind.

2. Bauart des Lagers.

- 2.1. Der Lagerraum für Dünger muß aus festen und unbrennbaren Baustoffen errichtet werden.
- 2.2. Die Gestaltung des Raumes hat derart zu erfolgen, daß jeglicher Kontakt des Düngers mit Wasser oder Feuchtigkeit vermieden wird.
- 2.3. Der Boden des Raumes muß gleichmäßig, dicht und pflegeleicht sein.
- 2.4. Die elektrische Anlage hat den Bestimmungen der Allgemeinen Ordnung über elektrische Anlagen zu entsprechen, die durch Königlichen Erlaß vom 2. September 1981 in den gefährlichen, gesundheitsschädlichen und lästigen Betrieben vorgeschrieben sind.
Die Stromversorgung des Lagers muß durch einen ausserhalb des Raumes angebrachten Schalter oder Sicherungsautomat ausgeschaltet werden können.

3. Lagerbetrieb.

- 3.1. Während der Lagerzeit des Düngers muß ein zu diesem Zweck bestimmter Raum oder Raumteil dafür vorbehalten sein.
- 3.2. Zur Vermeidung ihrer gegenseitigen Berührung müssen die verschiedenen Düngerarten in getrennte, leicht zugängliche und aus feuerfestem Material erbaute Lagerfächer untergebracht werden.
- 3.3. Die Lagerflächen sind vor der Einlagerung der Dünger sorgfältig zu säubern, besonders wenn es sich um unverpackte Dünger handelt.
- 3.4. Es darf kein Lager von anderen Stoffen — brennbaren oder feuergefährlichen Stoffen, alkalischen oder saueren Stoffen — auf weniger als drei Meter Entfernung von der offenen Seite der Lagerfächer angelegt werden.
- 3.5. Jedes Düngerlos ist deutlich zu kennzeichnen. Ausserdem, hat der Betreiber einen laufenden Inventar mit Angabe der Art, der annähernden Menge und des Lagerorts der im Lager vorhandenen Dünger zu führen.
- 3.6. Der Zugang zum Lager ist jeglicher Person untersagt, die dort nicht dienstlich tätig ist. Dieses Verbot ist auf den Türen des Lagers anzuschlagen. Ausserhalb der Arbeitsstunden sind diese Türen abzuschließen.

4. Brandschutz — Feuerbekämpfung.

- 4.1. Es ist verboten, in den Lagern zu rauchen. Dieses Verbot ist ebenfalls auf der Türe des Raumes anzuschlagen.
- 4.2. Es sind die erforderlichen Massnahmen zu treffen, um jegliche Erhitzung der Dünger zu vermeiden. Insbesondere :
 - sind die Licht- und Wärmequellen auf ausreichende Entfernung von den Düngern anzubringen; Heizapparate mit offener Flamme sind in dem Raum nicht zulässig;
 - ist die Durchführung von Arbeiten, bei denen die Verwendung einer offenen Flamme erforderlich ist, nur unter Anwendung den unerläßlichen Vorsichtsmassnahmen, mit dem Einverständnis und unter der Verantwortung des Betreibers zu dulden;
 - ist die Benutzung von Kraftfahrzeugen im Lager auf das Allernotwendigste zu beschränken; das Abstellen der Fahrzeuge hat mindestens 3 m von der Lagerzone des Düngers zu erfolgen;
 - ist das Förderzeug in perfektem Betriebszustand zu halten und rationell zu benutzen, um jegliche Erhitzung zu vermeiden;
 - haben die Wartungs- und Schmierarbeiten an den Maschinen derart zu erfolgen, daß jeglicher Kontakt zwischen den Düngemitteln und den Ölen und Fetten vermieden wird.
- 4.3. Die Feuerbekämpfungsmittel sind nach Absprache mit der zuständigen Feuerwehr zu bestimmen und anzubringen.
- 4.4. Die Zufahrten zum Lager müssen ausgebaut sein und ständig frei gehalten werden, damit die Fahrzeuge der Notdienste leicht durchfahren können.
- 4.5. Der Lagerraum ist so zu gestalten, daß der bei Brand womöglich entstehende Rauch schnell und wirkungsvoll abziehen kann.

5. Immissionsschutz.

- 5.1. Die Düngemittel sind so auszuschütten, zu lagern, zu fördern, abzusacken oder aufzuladen, daß Staubflug, der die Nachbarschaft stören könnte, vermieden wird.
- 5.2. Es sind die unentbehrlichen Vorsichtsmassnahmen zu treffen, damit die Nachbarn nicht durch Lärm und Vibrationen gestört werden, ihre Ruhe nicht gestört wird und der Stabilität der Gebäude nicht geschadet wird.

5.3. Falls die örtlichen Umstände es erfordern, sind die entsprechenden Massnahmen zu treffen, um ein Abfließen des mit Dünger belasteten Wassers zu den Oberflächengewässern, den Trinkwasserfassungsgeländen und eventuell den Abwässerkanülen durch die Schaffung von Dämmen, Auffangbecken usw. zu verhindern.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 87 — 447

13 JUNI 1986. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot wijziging van Titel I, Hoofdstuk II, A, van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming

De Executieve,

Gelet op het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947, inzonderheid op Titel I, Hoofdstuk II, A, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 februari 1970, 18 mei 1973, 18 juli 1973, 14 april 1975, 9 maart 1976, 12 maart 1976 en 3 augustus 1977;

Overwegende dat de opslagplaatsen van samengestelde chemische meststoffen in geval van brand ernstige risico's voor het leefmilieu meebrengen;

Overwegende dat die opslagplaatsen thans niet onderworpen zijn aan de voorschriften van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming en dat het dus onmogelijk is aanvaardbare normen inzake exploitatie ervan op te leggen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 12 mei 1986,

Besluit :

Artikel 1. In Titel I, Hoofdstuk II, A, van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, goedgekeurd bij het besluit van de Regent van 11 februari 1946 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 februari 1970, 18 mei 1973, 18 juli 1973, 14 april 1975, 9 maart 1976, 12 maart 1976 en 8 augustus 1977, wordt een nr. 161bis, luidend als volgt, ingevoegd :

Nummering	Opgaaf van de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke industrieën, opslagplaatsen, enz.	Klassen	Opgaaf van de aard van de hinder ervan
161bis	In het Waalse Gewest, meststoffen die uitsluitend chemisch zijn :		
	1. Inrichtingen voor de vervaardiging van stikstofhoudende elementen bestemd voor de voorbereiding van uitsluitend chemische meststoffen	1	Lawaai, stof Brandgevaar Gevaar voor besmetting van het freatisch vlak
	2. Inrichtingen voor de voorbereiding van uitsluitend chemische meststoffen met nitraat	1	Lawaai, stof Brandgevaar Gevaar voor besmetting van het freatisch vlak
	3. Opslagplaatsen voor het bereiden van uitsluitend vaste of vloeibare chemische meststoffen :		Stof, brandgevaar Gevaar voor besmetting van het freatische vlak
	a) van een totale capaciteit van 5 tot 100 t.	2	
	b) van een totale capaciteit groter dan 100 t.	1	

Art. 2. Artikel 25 van Titel I, Hoofdstuk I, van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, goedgekeurd bij het besluit van de Regent van 11 februari 1946 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 oktober 1958 en 5 augustus 1959, is niet van toepassing op de in Hoofdstuk II, A, nr. 161bis bedoelde inrichtingen van eerste klasse. De bedrijfshoofden van die inrichtingen zijn ertoe gehouden binnen negen maanden na bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* de verelste vergunning aan te vragen. Ze kunnen zonder vergunning de exploitatie voortzetten tot de dag waarop de beslissing van de Bostendige Deputatie van de Provinciale Raad die over hun aanvraag beslist, hen wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 juni 1986.

M. WATHELET,

Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen,
de Algemene Zaken en het Personeel.

D. DUCARME,

Minister van Leefmilieu en Landbouw voor het Waalse Gewest.

*Exploitatievoorwaarden betreffende de opslagplaatsen van chemische meststoffen
R.G.P.T. titel I, hoofdstuk IIA, rubriek 10Ibis*

1. Algemeen.
De hierna vermelde voorschriften zijn van toepassing op de opslagplaatsen van chemische meststoffen met nitraat gerangschikt in de eerste klasse van de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichtingen.
2. Het bouwen van de opslagplaatsen.
 - 2.1. Het lokaal waarin de meststoffen worden opgeslagen, moet uit vast en onbrandbaar materiaal vervaardigd zijn.
 - 2.2. Het lokaal wordt op zo'n manier aangelegd dat de meststoffen nooit met water of vocht in aanraking komen.
 - 2.3. De vloer van de opslagplaats is effen, hermetisch en gemakkelijk te onderhouden.
 - 2.4. De elektrische installatie voldoet aan de bepalingen van het Algemeen Reglement op de elektrische installaties die bij het koninklijk besluit van 2 september 1981 in inrichtingen gerangschikt als gevaarlijk, ongezond en hinderlijk bindend worden verklaard. De electriciteitsvoorziening van de opslagplaats moet door een buiten het lokaal geplaatste elektrische schakelaar of een stroomverbreker afgesloten kunnen worden.
3. Exploitatie van de opslagplaats.
 - 3.1. Tijdens de opslagduur van de meststoffen wordt het lokaal of een deel ervan bestemd voor dit gebruik, daarvoor voorbehouden.
 - 3.2. De verschillende meststoffensoorten worden om elk contact met elkaar te vermijden in afzonderlijke afdelingen opgeslagen die gemakkelijk toegankelijk zijn en uit onbrandbaar materiaal vervaardigd worden.
 - 3.3. De opslagplaatsen worden voor het deponeren van meststoffen met name in geval van niet verpakte meststoffen, zorgvuldig gezuiverd.
 - 3.4. Geen andere stoffen -- brandbare of onbrandbare, alkalische of zure stoffen -- mogen binnen een afstand van 3 m. van de niet afgescheiden kant van de opslagplaatsen bewaard worden.
 - 3.5. Elk deel van de meststoffen wordt duidelijk geïdentificeerd. Bovendien moet de uitbater een inventaris bijhouden waarin de aard, de approximatieve hoeveelheid en de opslagplaats van de in het entrepot aanwezige meststoffen vermeld worden.
 - 3.6. De toegang tot de opslagplaats is verboden voor iedere persoon die wegens zijn betrekking niet bevoegd is daar binnen te komen. Dit verbod wordt bij de deur van het entrepot aangebracht. Buiten de diensturen blijven die deuren gesloten.
4. Brandvoorkoming. Brandbestrijding.
 - 4.1. Het is verboden in de opslagplaatsen te roken. Dit verbod wordt ook bij de deur van het lokaal aangebracht.
 - 4.2. De nodige maatregelen worden genomen ten einde elke verwarming van de meststoffen te voorkomen. In het bijzonder :
 - de verlichtings- en verwarmingsbronnen worden op voldoende afstand van de meststoffen geplaatst; geen verwarmingsapparaat met open vuur wordt in het lokaal toegestaan;
 - de uitvoering van werken waarvoor het gebruik van een open vuur nodig is, wordt slechts toegelaten op voorwaarde dat met de toestemming en onder de verantwoordelijkheid van de uitbater er nodige voorzorgsmaatregelen werden getroffen;
 - het gebruik van motorvoertuigen in het entrepot wordt tot de strikte noodzakelijke beperkt; de voertuigen worden geparkeerd ten minste op 3 m van de zone waar de meststoffen opgeslagen worden;
 - het bewerkingsmateriaal wordt in uitstekende werkingsstaat behouden en wordt rationeel gebruikt ten einde elke verwarming te voorkomen;
 - de onderhouds- en smeringswerken van het materiaal worden zo uitgevoerd dat de meststoffen met de oliën en vetten nooit in aanraking komen.
 - 4.3. De brandbestrijdingsmiddelen worden bepaald en ingesteld in overeenstemming met de bevoegde brandweerdienst.
 - 4.4. De toegangen tot de opslagplaats worden aangelegd en te allen tijde vrij gehouden ten einde een gemakkelijke doorgang te bieden aan de voertuigen van de hulpdiensten.
 - 4.5. Het lokaal van de opslagplaats wordt aangelegd zodat een vlugge en doeltreffende afvoer van de rook die uit een brand zou kunnen voortkomen, mogelijk is.
5. Vervullingspreventie.
 - 5.1. De meststoffen worden gestort, opgeslagen, behandeld, verpakt of opnieuw opgeladen zodat het verspreiden van stof dat de omgeving zou kunnen hinderen wordt vermeden.
 - 5.2. De noodzakelijke voorzorgsmaatregelen worden genomen zodat het lawaai en het trillen de bewoners van het buurland niet hinderen, hun rust niet verstoren en aan de stabiliteit van de gebouwen geen schade berokkenen.
 - 5.3. Indien de plaatselijke omstandigheden het eisen, moeten aangepaste maatregelen genomen worden met het oog op de uitvloeiing van water beladen met meststoffen naar oppervlaktewateren, winningszones van drinkwater en eventueel naar de rioleringen te verhinderen door het bouwen van dijken, spaarsbekken, e.d.